

Récépissé de DT Récépissé de DICT

Au titre du chapitre IV du titre V du livre V (partie réglementaire) du Code de l'environnement
et de la section 12 du chapitre IV du titre III du livre V de la 4^{ème} partie (partie réglementaire) du Code du travail

Destinataire

Récépissé de DT
Récépissé de DICT
Récépissé de DT/DICT
conjointe

Dénomination :

Complément / Service :

Numéro / Voie :

Lieu-dit / BP :

Code Postal / Commune :

Pays :

N° consultation du téléservice :

Référence de l'exploitant :

N° d'affaire du déclarant :

Personne à contacter (déclarant) :

Date de réception de la déclaration :

Commune principale des travaux :

Adresse des travaux prévus :

Coordonnées de l'exploitant :

Raison sociale :

Personne à contacter :

Numéro / Voie :

Lieu-dit / BP :

Code Postal / Commune :

Tél. :

Fax :

Éléments généraux de réponse

Les renseignements que vous avez fournis ne nous permettent pas de vous répondre. La déclaration est à renouveler. Précisez notamment :

Les réseaux/ouvrages que nous exploitons ne sont pas concernés au regard des informations fournies. Distance > à : _____ m

Il y a au moins un réseau/ouvrage concerné (voir liste jointe) de catégorie : _____ (voir liste des catégories au verso)

Modification ou extension de nos réseaux / ouvrages

Modification ou extension de réseau/ouvrage envisagée dans un délai inférieur à 3 mois :

Réalisation de modifications en cours sur notre réseau/ouvrage.

Veuillez contacter notre représentant :

Tél. :

NB : Si nous avons connaissance d'une modification du réseau/ouvrage dans le délai maximal de 3 mois à compter de la consultation du téléservice, nous vous en informerons.

Emplacement de nos réseaux / ouvrages

Plans joints :

Références :

Echelle₍₁₎ :

Date d'édition₍₁₎ :

Sensible :

Prof. règl. mini₍₁₎ :

Matériau réseau₍₁₎ :

NB : La classe de
précision A, B ou C
figure dans les plans.

Réunion sur chantier pour localisation du réseau/ouvrage :

Date retenue d'un commun accord : ____ / ____ / ____ à ____ h ____

ou Prise de RDV à l'initiative du déclarant (date du dernier contact non conclusif : ____ / ____ / ____)

Votre projet doit tenir compte de la servitude protégeant notre ouvrage.

(cas d'un récépissé de DT) Vous devez prévoir des investigations complémentaires à notre charge (hors cas d'exemption prévus dans la réglementation) ⁽²⁾

Des branchements non cartographiés sont présents. Ils sont soit pourvus d'affleurants visibles et rattachés à un réseau principal souterrain identifié dans les plans joints, soit munis de dispositifs automatiques supprimant tout risque en cas d'endommagement ⁽²⁾

(1): facultatif si l'information est fournie sur le plan joint (2): pour les tronçons et branchements non cartographiés en classe A, prévoir des clauses techniques et financières particulières dans le marché

Recommandations de sécurité

Les recommandations techniques générales en fonction des réseaux et des techniques de travaux prévues sont consultables sur www.reseaux-et-canalisation.gouv.fr

Les recommandations techniques spécifiques suivantes sont à appliquer, en fonction des risques liés à l'utilisation des techniques de travaux employées :

Rubriques du guide technique relatives à des ouvrages ou travaux spécifiques :

Pour les exploitants de lignes électriques : si la distance d'approche a été précisée, la mise hors tension est : possible impossible

Mesures de sécurité à mettre en œuvre :

Dispositifs importants pour la sécurité :

Cas de dégradation d'un de nos ouvrages

En cas de dégradation d'un de nos ouvrages, contactez nos services au numéro de téléphone suivant : _____

Pour toute anomalie susceptible de mettre en cause la sécurité au cours du déroulement du chantier, prévenir le service départemental d'incendie et de secours (par défaut le 18 ou le 112) : _____

Responsable du dossier

Nom : _____

Désignation du service : _____

Tél. : _____

Signature de l'exploitant ou de son représentant

Nom du signataire : _____

Signature : _____

Date : ____ / ____ / ____ Nombre de pièces jointes, y compris les plans : ____

Direction Territoriale
Nord-Est

UTI CMRE-EN

Objet : Non concerné au titre des réseaux

En cas d'intervention sur le Domaine Public Fluvial (DPF), ou sur le chemin de halage, merci de respecter les prescriptions suivantes :

- La libre circulation doit être rendue possible aux agents de VNF en cas de besoin d'intervention.
- Si des véhicules doivent emprunter le DPF, une demande d'autorisation devra être faite auprès de notre cellule domaniale à l'adresse électronique suivante : domaine.cmre-en@vnf.fr
- Si les travaux engendrent une gêne ou des perturbations pour la navigation, un avis à la batellerie devra être rédigé par nos services.

Attention : Il conviendra de respecter les instructions qui pourraient être données par les agents de Voies navigables de France, gestionnaire du DPF.

Je vous précise que les dommages qui pourraient être occasionnés au DPF engageront la responsabilité du demandeur, qui devra rembourser les frais de remise en état réclamés par Voies navigables de France.


Luc VUIDART
Chef de l'UTI CMRE-EN

Direction Territoriale
Nord-Est

UTI CMRE-EN

Objet : Prescriptions environnementales sur le Domaine Public Fluvial

Voies Navigables de France est engagé dans une démarche de respect de l'environnement. L'entreprise devra donc s'aligner sur ces dispositions, et dans le respect de l'environnement en général :

- Dans le cas d'entreprises groupées, le respect de ces obligations par les co-traitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire. Il en est de même pour les sous-traitants.
- L'entreprise disposera sur le chantier de matériel de lutte anti-pollution (produits absorbants, barrage flottant...) pour pouvoir intervenir rapidement en cas de déversement accidentel.
- En cas de pollution, Voies navigables de France devra immédiatement être informé.
- Aucun entretien d'engins ne sera réalisé sur site. Les pleins des véhicules ou les dépotages de produits dangereux seront réalisés sur une aire étanche et éloignée le plus possible de la voie d'eau.
- Les hydrocarbures devront être manipulés avec précaution et stockés sur des bacs de rétentions afin d'éviter tout contact avec le sol.
- Pour le matériel de tronçonnage et d'élagage, des bidons spécifiques huiles et essences anti-goutte devront être utilisés (Interdiction d'employer tout autre récipient type bidon d'assouplissant, bouteille d'eau...).
- Les stocks d'hydrocarbures devront se limiter aux besoins journaliers.
- L'entreprise devra respecter la faune et la flore, plus particulièrement la vie piscicole. Une attention particulière sera portée à la qualité des remblais qui devront provenir de zones exemptes d'espèces invasives (Renouée du japon, Balsamine de l'Himalaya, buddleia, jussie...).
- L'usage des produits phytosanitaires est interdit.
- Il est interdit de brûler, d'abandonner ou d'enfouir les déchets de chantier.
- Tous les produits issus du débroussaillage devront intégralement être broyés sur place, ou éventuellement évacués. Dans ce dernier cas, les reliquats de broyage devront être étalés de manière homogène sur le site.
- Aucun produit forestier ne devra subsister sur la zone d'intervention après travaux (évacuation complète).

Page 1 sur 2

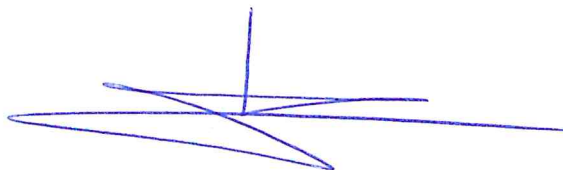
52, rue Charles de Foucauld 54000 NANCY

☎ +33 (0)3 83 17 41 20 – ✉ : uti.cmre-nancy@vnf.fr – www.nordest.vnf.fr – www.vnf.fr

- Le chantier devra être dûment signalé : une signalisation sera mise en place et entretenue par l'entreprise afin d'interdire l'accès du chantier pendant la durée de réalisation des travaux.
- Il ne peut être creusé des puits, caves, fossés ou toute autre excavation de terrain à moins de 19,50 mètres du bord du canal.
- Récupération obligatoire des gravats, les chutes de matériaux et/ou matériels sont à proscrire (dispositif de protection adapté à prévoir).
- L'établissement VNF émet la prescription du respect de la limite de propriété. La construction au-delà de la limite cadastrale constituerait une occupation illicite du domaine public fluvial.
- Les dispositions du code de l'environnement et des exigences locales (arrêtés préfectoraux et arrêtés municipaux) devront être respectées.
- Tout rejet ou pompage dans la voie d'eau est strictement interdit.

Attention : Toute intervention sur le domaine public fluvial pour taille ou abattage est interdite pendant la période de reproduction d'une espèce protégée. La période de reproduction est fonction de l'espèce concernée. A minima, toute intervention sera interdite entre le 15 mars et le 31 juillet. Cette période pourra être étendue en fonction des espèces protégées présentes sur site.

Tout manquement au respect des prescriptions et toute atteinte à l'environnement et à la qualité de l'eau, entraîneront l'arrêt immédiat du chantier sans que l'entreprise puisse prétendre à une quelconque indemnité, jusqu'à la remise à l'état initial aux frais de l'entrepreneur. Le cas échéant, une contravention pourra être délivrée.



Luc VUIDART
Chef de l'UTI CMRE-EN